

SⁱNEⁿ ous parlions ?

AVRIL 2007

N° 5

Bulletin édité par l'équipe angevine du SNE-FSU/ADEME

ACTUS ADEME

Aux C.E. de février et mars

ET AU-DELÀ

Écologie et société

Évaluation des écosystèmes pour le millénaire

Les dernières campagnes des réseaux citoyens

Présidentielle 2007
ET APRÈS ?

A VOTÉ ! ET PUIS APRÈS ?

En politique, l'essentiel se joue-t-il lors des élections ou à travers les luttes sociales ?

En février, un sondage indiquait qu'environ 60 % des Français ne font confiance ni à la droite ni à la gauche pour améliorer leurs conditions de vie. Comme les élections passent sans que rien ne change fondamentalement, les institutions « démocratiques » sont entrées dans une crise de représentativité et de légitimité. Cette crise se traduit par une abstention systématiquement massive dans les divers suffrages. Lassé(e)s par le sentiment de donner des chèques en blanc à des élu(e)s qui une fois installé(e)s au pouvoir trahissent leurs promesses, comment les citoyen(e)s peuvent-ils peser réellement sur la transformation sociale ?

Face à une droite ultralibérale et une gauche gouvernementale « réaliste » condamnée à voir ses actions annihilées par les lois du marché, il existe aujourd'hui une « gauche de la rue » déconnectée des calculs politiques et électoraux. C'est la gauche des syndicats combatifs, des mouvements sociaux, féministes, antiracistes, écologistes, altermondialistes, de la jeunesse, des salarié(e)s en lutte contre la marchandisation de la société, les privatisations, les licenciements, les délocalisations, la précarité, les discriminations, les exclusions...

Pour que cette « gauche de la rue » donne de la voix et pèse politiquement, elle doit se constituer en un « Front social » et porter une plate-forme revendicative unifiant l'ensemble des mouvements de ces dernières années :

Services publics

Depuis 20 ans les gouvernements de gauche et de droite s'évertuent à démanteler les services publics et à brader au patronat privé leurs activités les plus rentables. Les mobilisations régulières des infirmier(e)s, des cheminot(e)s, des postier(e)s, des salarié(e)s de l'Éducation... se font dans l'intérêt des populations.

Logement

Alors que le mal-logement devait être un des thèmes oubliés de la campagne électorale, c'est l'action des associations de lutte cet hiver qui a replacé cette question au centre de l'actualité et a permis d'enranger quelques timides avancées

sur la revendication du droit au logement opposable.

Pouvoir d'achat

Alors que l'ensemble des salarié(e)s se plaignent de la régression du pouvoir d'achat, celles et ceux de l'usine [General Motors](#) à Strasbourg n'ont pas attendu les promesses électorales ou patronales pour réclamer leur dû : au bout d'une semaine de grève et de blocage, dans l'unité (jusqu'à 90 % de grévistes), la direction a lâché une augmentation de 75 € et a renoncé à la flexibilisation des horaires.

Anti patriarcat

En 1975, la mobilisation et l'action militante des femmes ont fait plier un gouvernement d'hommes attachés un ordre moral et au contrôle du corps des femmes. Cela a permis la légalisation de l'avortement. Aujourd'hui c'est la mobilisation contre les violences faites aux femmes qui peut modifier profondément la structure patriarcale de la société et bouleverser les mentalités.

Écologie

Alors que le dérèglement climatique s'accélère, les gouvernements de droite comme de gauche se sont montrés incapables à résister aux lobbies du nucléaire, des OGM, du pétrole, ou de l'automobile. Sans mobilisation de la part des peuples, le marché continuera à dicter sa loi. L'action directe des populations est en mesure de changer les choses ([faucheurs volontaires](#), [Réseau sortir du nucléaire](#)...).

Racisme

Depuis 20 ans, les gouvernements successifs font la chasse aux travailleur(se)s immigré(e)s. Sans attendre les promesses électorales, le « [Réseau éducation sans frontière](#) » (RESF) a créé un mouvement de masse prônant et pratiquant la désobéissance civile pour aider les familles traquées et menacées d'expulsion.

Précarité

Les mobilisations du printemps 2006 contre le CPE ont démontré que les jeunes et les salarié(e)s étaient les mieux placé(e)s pour défendre leurs intérêts et faire reculer le gouvernement.

Le SNE-FSU a pris connaissance du « pacte écologique » proposé par Nicolas HULOT et de ses propositions. Au-delà d'une analyse plus approfondie, sa proposition n° 1 de création du poste de vice-premier ministre chargé du DD fait penser au « verdissement » de l'action de tous les ministères, politique qui, seule, a échoué depuis 30 ans. C'est un ministère en charge de l'Environnement fort et avec des moyens décuplés qu'il est urgent d'obtenir pour peser dans les choix politiques d'un Gouvernement et agir concrètement.

AUX C.E. DE FÉVRIER ET MARS

Budget 2007 du CE (*février*) : après consultation de sa section, le SNE a présenté ses propositions : constitution d'une réserve budgétaire (utilisable en fin d'année ou l'année suivante si le déficit se résorbe), réduction des chèques vacances (ce budget étant le plus important) pour constitution de la réserve, amélioration de la visibilité des comptes et de la gestion afin de mieux suivre le budget (il faudrait être plus strict sur les délais de remboursement, notamment des gardes d'enfants, ou d'attribution d'aides), étude précise des CESU (notamment comme mode d'aide pour les gardes d'enfants) et d'un possible panachage CESU-chèques vacances.

Plan d'action management (*février*) : la première version du document a été passé au crible des élus. Le statut du document n'est pas précisé, notamment par rapport à des documents « officiels » (convention de travail, règlement intérieur...) Il en ressort une impression de mélange des genres entre compétences (mesurables, factuelles) et valeurs auxquelles les « managers » doivent adhérer. La démarche demeure descendante du haut de la hiérarchie vers le bas, le tout accommodé de vocabulaire anglo-saxon et guerrier (manager, leader, stratégie, loyauté...) bien loin de la bonne gouvernance que nous prônons.

Procédure de recrutement (*février*) : une procédure utile qui manquait et qui a le mérite de préciser ce qui se faisait jusqu'à maintenant de manière pas toujours cohérente. Nous

regrettons toutefois des manques comme l'absence du « tuilage » ce qui ne sera pas sans poser de problèmes lors des prochains départs à la retraite des ex *baby-boomers* présents à l'Agence. Reste également le problème du délai de recrutement qui n'est pas résolu par cette procédure.

Régimes prévoyance et complémentaire santé (*février et mars*) : notre système de prévoyance et complémentaire santé a fait l'objet d'un audit très intéressant par un cabinet conseil. Cette étude devrait permettre aux organisations syndicales et à la direction de renégocier nos contrats, tout en optimisant le niveau de prestations. La plupart des syndicats, dont le SNE, tiennent toutefois à exprimer leur attachement au système des mutuelles et seront vigilants sur les critères de sélection lors de la mise en concurrence.

Clause de mobilité (*mars*) : le compte-rendu de la réunion entre les syndicats et la direction, document remis aux participants au CE, ne comporte pas les remarques du SNE, ce qui aurait du faire reporter ce point à un autre CE. La direction persiste dans son application de la clause de mobilité pour les délégués régionaux et leurs adjoints. Cette clause est contraire à un jugement de la Cours de cassation et il demeure des contradictions entre des documents internes à l'Agence (convention de travail notamment) et le code du travail, contradictions dont la direction ne veut pas tenir compte. Affaire à suivre.



ÉCOLOGIE & SOCIÉTÉ

Pour un manifeste d'Attac qui articule à tous les niveaux les questions écologiques et sociales

Proposition du groupe de travail « Écologie et Société » du Conseil scientifique d'[Attac-France](http://Attac-France.org).

Comment sortir du mode de pensée dualiste qui oppose nature et société, nature et culture, et aussi question sociale et question environnementale ? Comment élaborer des alternatives démocratiques à un système que des catastrophes écologiques aujourd'hui probables pourraient remettre en cause ?

Pour penser désormais la liberté, l'égalité, la justice, la solidarité, il est nécessaire de détrôner à la fois l'idée d'une expansion illimitée des richesses comme synonymes de progrès de civilisation, l'illusion techniciste et la perpétuation d'un rapport de domination et d'appropriation de la Nature comme synonymes de progrès de civilisation et la confiance dans le principe du marché pour satisfaire les besoins humains essentiels.

Ce n'est pas simple. En effet, ce qu'on appelle traditionnellement « la question sociale » depuis le XIX^e siècle n'inclut pas la question écologique : la question sociale s'est construite, selon les courants de pensée, autour de la propriété, du paupérisme, des inégalités, de la redistribution et plus globalement du rapport social du salariat. Symétriquement, le primat de la question environnementale a conduit des mouvements écologistes à négliger les questions sociales dans leurs revendications. Depuis, des courants critiques de la pensée sociale ont posé la nécessité du lien entre le social et l'écologique, mais les représentations dominantes du changement social et les forces qui les ont exprimées ont le plus souvent posé la résolution de la question sociale comme préalable. Attac est en grande partie héritière de cette tradition.

Mais, la difficulté vient du fait que la question écologique semble souvent heurter les revendications sociales, en particulier en matière d'emploi. C'est pourtant une erreur et pour peu qu'on mesure les conséquences des choix passés en matière de transport, d'urbanisme, de techniques agricoles, etc. et qu'on accepte que les modes de production et de vie doivent être profondément remodelés sur la base d'investissements collectifs importants, les termes du débat sont modifiés. La question devient celle des moyens politiques à mettre en œuvre pour dégager les ressources économiques nécessaires à la mise en œuvre de choix citoyens face à des problèmes où le marché a fait la démonstration de sa faillite. La réorientation nécessaire de la production des richesses, le changement des modalités de cette production

et la nécessité d'une juste répartition des ressources à l'échelle mondiale exigent des transformations radicales et relativement rapides de notre mode de production et de consommation. Les dégradations écologiques actuelles et leur accélération prévisible pour un futur proche, l'explosion de la pauvreté et de l'exclusion sociale, ne nous permettent plus d'espérer que l'adaptation progressive des sociétés à partir de mécanismes spontanés sera suffisante, d'autant plus que le pillage des ressources, la destruction des équilibres naturels et sociaux deviennent des sources de profit.

Nos propositions alternatives s'inscrivent dans l'idée que le recours à des choix démocratiques est central ; cela signifie que, sous prétexte de l'urgence, les conséquences des questions écologiques ne doivent pas être réglées par la mise en œuvre de mesures inégalitaires et discriminatoires.

Nous avons à montrer que l'écologie n'est pas un fantasme cultivé par les privilégiés :

1- Les agressions contre l'environnement naturel sont des agressions contre la société.

Coût écologique croissant de la mondialisation, à la fois prédatrice (ressources pillées, déforestation, pêche intensive) et polluante (eaux, sols, trou dans la couche d'ozone, effet de serre). D'où l'aggravation de l'insécurité écologique et des risques dits anthropiques.

Les sociétés les plus démunies, les pays du Sud et les plus pauvres du Sud ainsi que les déshérités du Nord, sont les plus sévèrement frappés avec pour conséquence une augmentation des inégalités environnementales (eaux et sols souillés, habitat insalubre, aliments malsains etc.) L'écologie n'est pas un fantasme bucolique cultivé par des privilégiés, mais une discipline scientifique et un ensemble de choix politiques pour utiliser raisonnablement la nature et ses ressources renouvelables.

La dégradation accélérée de l'environnement représente un chèque en blanc tiré sur l'avenir, sur les générations futures. Sa non-prise en compte ruine l'aspiration à l'avènement d'une égalité de droits universels concrets : accès à l'eau, à l'énergie, droits sociaux... dans la mesure où le modèle économique actuellement dominant n'est pas écologiquement universalisable.

2- Un bilan écologique du travail industriel et agricole s'impose.

La santé des travailleurs est menacée par les mutations techniques au service du marché : agriculture productiviste à haute chimisation, usines toxiques, sites amiantés ; Bhopal...

Mais ces secteurs en expansion représentent des emplois. Devant le risque de chômage, les travailleurs hésitent à dénoncer les dégâts écologiques du système productif (salariés d'AZF à Toulouse, paysans brésiliens engagés dans des défrichements sauvages et plus généralement paysans endettés, Metaleurope, énergie nucléaire). Alors même que ces dégâts écologiques sont une menace sinon un fléau pour la société dans son ensemble.

De leur côté, les consommateurs choisissent le plus souvent des articles moins chers, même s'ils connaissent leur provenance douteuse et leur qualité médiocre. Les besoins de compensation par rapport au mal-être social, combinés au matraquage publicitaire et à la précarité des revenus, entraînent une consommation addictive de ces produits. Comment étendre la sphère des produits « écologiquement corrects » (circuits courts, « nourriture bio », denrées du commerce équitable) ?

3- La crise environnementale n'est ni une simple externalité, ni un évènement périphérique par rapport à notre mode de

développement particulier et qu'il suffirait de traiter après coup.

Il ne peut en effet y avoir de vie sociale qui n'accorde une importance centrale à l'environnement dans lequel elle se déroule. Cette crise et la conscience de cette crise montrent l'impact catastrophique de la logique néolibérale et du productivisme sur l'environnement et la vie des êtres humains : appropriation et marchandisation des ressources, réductionnisme et rentabilité maximale, bonheur de l'humanité identifié à l'augmentation continue et indiscriminée de la production et de la consommation. Elle contient en elle-même l'idée de limites puisqu'il devient évident que ce modèle ne peut s'étendre à toute la planète ; en s'approfondissant, il détruit les conditions même de sa reproduction et de sa survie. Cette idée de limite contient la possibilité de remettre le débat démocratique et le choix politique au centre de l'organisation des sociétés.

Arriver à articuler question sociale et question écologique suppose donc que la question écologique ne soit pas traitée dans des fiches séparées ou sous la forme d'une « écologisation du social » mais soit pensée dans un rapport dialectique avec la question sociale. L'altermondialisme doit être fondé sur les solidarités entre les personnes, les peuples et les générations futures.

Face à la crise énergétique et climatique

TROIS RÉVOLUTIONS SONT NÉCESSAIRES

Présentation de la [motion](#) adoptée par le VIII^e congrès d'Alternative libertaire

Tous secteurs confondus, si chaque pays avait un niveau de production et de consommation équivalent à celui de l'Union européenne, trois planètes Terre seraient nécessaires pour vivre ! Le modèle économique des pays du Nord n'est donc pas transposable dans les pays du Sud : les capacités de la planète en seraient épuisées.

Cette course au développement, qui est aussi une course au contrôle de ressources en raréfaction, présente deux risques : la destruction de l'écosystème et la montée des guerres impérialistes.

Le capitalisme est incapable d'enrayer les changements climatiques car sa logique intrinsèque le pousse à une fuite en avant suicidaire. Face à cela, l'écologie politique est un outil qui pourrait bien ébranler le système.

Pour Alternative libertaire, cette idée implique une triple révolution des modes de production, d'échange et de consommation :

Une révolution dans les échanges

La mondialisation a développé la délocalisation des lieux de productions et leur éloignement des lieux de distribution. Le secteur des transports est ainsi devenu le principal émetteur de gaz à effet de serre.

La remise en cause de la mondialisation capitaliste a donc également une motivation écologique fondamentale : *il n'y aura pas de réduction de ces gaz sans remise en cause de l'actuelle division internationale du travail, relocalisation des productions et autonomie économique des différentes régions du monde.*

Une révolution dans les modes de consommation

La sortie du consumérisme implique une redistribution des richesses satisfaisant les besoins sociaux et culturels des populations. Cette logique est à l'opposé du productivisme actuel. *Il en va ainsi de la production de biens matériels durables, de la sobriété des besoins*

collectifs en termes de transports (transport collectif, rail...), d'habitat, et d'économies d'énergie. Notre objectif est une révolution dans les modes de vie : une diminution de la consommation de produits matériels, mais un enrichissement de la vie sociale et culturelle.

Une révolution dans les modes de production

La question de l'énergie est au centre de ce débat. Face aux libéraux, qui cherchent à privatiser, la mobilisation massive de la population et des salarié(e)s de l'énergie pourrait renverser la vapeur. *La lutte pour un service public de l'énergie et son autogestion est complémentaire de la sortie du nucléaire et d'un programme massif de développement des énergies renouvelables.* L'argent de la recherche nucléaire permettrait la réfection du parc hydroélectrique (25 % des barrages présentent des risques de rupture). La recherche et le développement des énergies propres (comme la géothermie, la méthanisation des déchets organiques, des productions solaires et éoliennes), s'en trouveraient considérablement accéléré. De même, *la recherche constante de l'efficacité énergétique, le progrès du recyclage, la production propre, la construction écologique, les économies d'eau* sont autant d'innovations qui pourraient devenir des obligations intégrées aux processus de production.

ÉVALUATION DES ÉCOSYSTÈMES POUR LE MILLÉNAIRE

Un rapport des Nations Unies dresse l'état de la planète

Ce rapport évalue les conséquences des changements dans les écosystèmes pour l'humanité. Mené sous l'égide de l'ONU il a demandé 4 ans de travail de 1360 chercheurs de 95 pays, ce rapport fournit un « état de l'art » scientifique de la condition et de l'évolution des écosystèmes de notre monde et des services qu'ils rendent (la nourriture, l'eau, les traitements des maladies, la régulation du climat, etc.). Il propose en outre une base scientifique pour leur protection et leur utilisation durable. Une conclusion s'impose : l'Homme vit de plus en plus au-dessus des moyens de la planète, et il est urgent d'infléchir l'évolution si l'on espère encore avoir un avenir !

Voir : <http://www.demain-la-terre.net/Un-rapport-des-Nations-Unies> (français)

<http://www.maweb.org/en/Index.aspx> (anglais)

LES DERNIÈRES CAMPAGNES DES RÉSEAUX CITOYENS

Agir pour l'environnement

La biodiversité est le réservoir duquel nous tirons toutes nos ressources : elle nous nourrit, nous habille, nous soigne, nous chauffe... et rend quantité de services gratuits - purification de l'eau, recyclage de matière organique, production d'énergie etc.- estimés à plus du double des PNB de tous les pays réunis.

Pourtant, parce que nous ne tenons pas assez compte de cette biodiversité, les espèces s'éteignent actuellement dans le monde à un rythme cent à mille fois supérieur au taux moyen observé dans l'histoire de la Terre. On estime que d'ici 2050, 30 à 40% de la faune et de la flore aura été irrémédiablement rayé du globe. Oiseaux, amphibiens, mammifères, invertébrés, végétaux...

[Participez à la campagne](#) pour réclamer des mesures au Ministère de l'écologie et du développement durable, au ministère de l'agriculture et de la pêche ainsi qu'aux conseils généraux.



Réseau Solidarité

Ces derniers mois, le coût de la vie a énormément augmenté au Sri Lanka, provoquant un grand mécontentement chez les travailleurs. Pour répondre aux multiples menaces de grèves dans différents secteurs de l'économie, les autorités ont adopté de nombreuses mesures destinées à mettre un terme aux protestations. Dans ce contexte, la campagne de discrédit et de diabolisation lancée en février dernier à l'encontre d'un groupe de syndicalistes indépendants et qui vise à les associer à l'insurrection terroriste des Tigres tamouls suscite une particulière inquiétude. Les menaces et intimidations dont ils sont victimes se sont en effet multipliées après qu'ils aient organisé une manifestation devant la gare du Fort de Colombo pour protester contre l'enlèvement de trois employés d'un journal syndical de cheminots, le 6 février dernier. Cette situation fait craindre une dérive répressive qui pourrait aboutir à la suppression systématique des libertés syndicales dans le pays. Une grave menace pèse aujourd'hui sur ces syndicalistes et si rien n'est fait pour entraver ce processus de discrédit mené par les autorités, c'est non seulement la liberté mais également la vie des syndicalistes qui seront menacées.

[Soutenez](#) les syndicalistes dans l'exercice de leur activité légitime.

Agir [ICI](#)

Parce que le monde ne changera pas sans vous

Le Parlement français a-t-il son mot à dire en matière de coopération internationale ? Pas suffisamment, c'est certain ! Au sein des organismes multilatéraux (Nations unies, Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce...), loin du regard des citoyens et de leurs représentants élus, le gouvernement français prend ainsi des décisions affectant la vie de millions de personnes dans le monde.



La lutte contre la pauvreté, l'accès aux services essentiels, le changement climatique, les migrations, les pandémies, la libéralisation financière et commerciale, les conflits... sont autant de questions cruciales que les organisations internationales sont censées régler ou, à tout le moins, encadrer. La France occupe dans ces institutions une place de premier plan. Pourtant, les parlementaires ne débattent pas des positions qui y sont défendues par les pouvoirs publics. Le Parlement ne dispose en effet que d'un simple droit de regard sur un domaine traditionnellement « réservé » au pouvoir exécutif français.

Cette situation est indigne d'une démocratie et ne répond pas aux enjeux de la mondialisation. Le Parlement doit être un lieu effectif de débat et d'orientation de l'action de la France dans les organisations internationales.

Cette [campagne](#) interpelle les candidat(e)s aux élections législatives et leur demande de s'engager en faveur d'un renforcement du suivi et du contrôle de politique de coopération internationale de la France et, une fois élu(e)s de mettre en place, au sein de l'Assemblée nationale, une délégation parlementaire aux organisations et négociations internationales.

Solidarité internationale et élections 2007



Votons pour une France solidaire !

À l'initiative du Crid, dans la perspective des élections présidentielle et législatives de 2007, un collectif d'organisations de la société civile s'est constitué le 6 février 2006. Baptisé 2007 : urgence planétaire !, celui-ci réunit 23 organisations et réseaux qui représentent plusieurs milliers de groupes locaux et 300 000 militants.

Ensemble, ils poursuivent un double objectif : inciter les candidat(e)s à intégrer les questions de solidarité internationale dans leur programme, et faire en sorte que les citoyen(ne)s inscrivent la solidarité internationale dans leur réflexion à l'approche du vote.

Les associations du collectif « 2007 Urgence planétaire » demandent aux candidat(e)s de s'engager :

1. Pour une justice énergétique et climatique mondiale
2. Pour une politique d'immigration respectueuse des droits des migrants
3. Pour une politique extérieure de la France au service du droit international
4. Pour une aide française "réellement" au service de la lutte contre la pauvreté et les inégalités
5. Pour que la France assume ses responsabilités dans l'endettement des pays du Sud
6. Pour en finir avec le scandale des paradis fiscaux et judiciaires
7. Pour une France au service de la paix
8. Pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente
9. Pour une France active en terme de responsabilité sociale et environnementale des entreprises
10. Pour une politique agricole et commerciale au service du développement
11. Pour une politique en faveur d'un commerce équitable

Le collectif à [analysé les programmes](#) des candidats du PCF, UMP, PS, Verts, UDF. Il a réalisé une [grille de comparaison](#) des positions de chaque parti sur ces thèmes.





Syndicat National de l'Environnement
section ADEME

*Le développement Durable ? La **participation** en est une clé. Dans une ONG internationale, une petite association, un comité de quartier ou un syndicat ... allons de l'avant, partageons nos idées, apportons notre brique à la construction ... c'est notre message au quotidien !**

(* la planète en question, le développement durable, p.16, ADEME)

ADHEREZ AU SNE !

Rejoignez le Syndicat Nationale de l'Environnement et défendez votre vision de l'ADEME et de notre société : salaires et emplois - rôle, missions et exemplarité de l'ADEME – conditions et temps de travail – formation et information - politique sociale et actions de solidarité ...

... et préparons l'avenir ensemble !

Pour adhérer ou tout simplement obtenir plus d'informations, contactez votre correspondant SNE :

Et découvrez votre syndicat sur

<http://sneademe.objectis.net/>

sne@ademe.fr